

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2010)
Heft: [1]: Contre-Insurrection (COIN)

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nouvelles brèves

Afghanistan : Pas de renforts britanniques

Le contingent britannique en Afghanistan, fort de près de 10'000 hommes, est le plus important de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), sous commandement de l'Otan, après celui des Etats-Unis.

Actuellement, une partie des effectifs britanniques est déployée dans le district de Sangin, dans la province du Helmand. Et il se trouve que cette zone est le centre du trafic d'opium, dont les revenus servent à financer l'insurrection talibane.

Les combats y sont intenses, au point que le surnom de « Sangigrad » a été donné à ce district, en référence à la bataille de Stalingrad, l'une des plus meurtrières entre les troupes allemandes et soviétiques au cours de la Seconde Guerre Mondiale.

Le 8 juin, à l'occasion d'une rencontre à Londres avec Liam Fox, son homologue britannique, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a estimé que le district de Sangin est « l'une des régions les plus difficiles dans tout l'Afghanistan » au point que « la question de la nécessité de renforts américains là-bas a été abordée ».

Le dernier mot reviendra toutefois au commandant de l'ISAF, qui devrait décider de déployer des effectifs supplémentaires dans cette zone pour venir en aide au contingent britannique, lequel a perdu près de 300 hommes depuis son engagement en Afghanistan.

En tout état de cause, le Royaume-Uni n'y enverra pas de troupes supplémentaires. C'est ce qu'a fait savoir le nouveau locataire du 10 Downing Street, David Cameron, au cours d'un déplacement, le 10 juin, en Afghanistan.

« La question d'un renforcement des troupes n'est absolument pas au programme pour le Royaume-Uni » a-t-il déclaré, même si la situation en Afghanistan reste « la question de sécurité nationale la plus importante » pour Londres.

En revanche, David Cameron a annoncé un effort supplémentaire de 83 millions d'euros pour la lutte contre les engins explosifs improvisés (IED), ces bombes artisanales largement utilisées par les talibans et qui sont la principale cause des pertes des troupes de la coalition.

Source : <http://www.opex360.com/2010/06/13/pas-de-renforts-britanniques-supplementaires-en-afghanistan/> (13.06.2010)

International

Campagne anti-SIDA de l'armée britannique

Nicolas Gros-Verheyde

Journaliste UE/Bénélux, quotidien *Ouest France*. Editeur du blog Bruxelles2

La campagne a été lancée, très officiellement, dans le journal du ministère de la défense britannique à destination des soldats *Soldier*.¹ Il s'agit de rappeler aux femmes engagées dans l'armée et, surtout, à celles sur le terrain, l'utilité des préservatifs pour éviter de tomber enceinte ou d'attraper le virus HIV.

L'accroche est pour le moins suggestive ! Avec une série de petites phrases de dragues – « Salut ma belle ! Envie d'un verre, vous venez souvent ? Nous sommes faits l'un pour l'autre !... » – mais finit de façon plus abrupte par « Votre test est positif ».

« 50 mecs pour une femme, » « gardez le contrôle »

Au-dessous, le linéaire se veut encore plus direct : « En déploiement, il y a 50 mecs pour une femme, alors vous entendrez ces phrases, et plus encore. Si vous avez des relations sexuelles sans préservatif, vous risquez une grossesse non prévue et des maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH, le virus du SIDA. » « Gardez le contrôle et insistez toujours pour utiliser un condom. »

L'armée britannique brise un tabou sur les relations sexuelles sur le terrain

L'affiche est signée, très officiellement, de l'armée. Si l'armée britannique dénie tout encouragement aux relations sexuelles sur un des théâtres d'opération, il n'en demeure pas moins qu'elle est décidée à prendre... le taureau par les cornes ! Elle lève ainsi un tabou qui pèse encore sur nombre d'armées européennes (notamment en France). Ainsi que le précise le *Daily Mail* qui révèle l'information, en sept ans d'engagement (entre janvier 2003 et février 2009), il y a eu au moins 133 militaires britanniques qui sont reparties chez elles car elles allaient devenir mères : 102 d'Irak et 31 en Afghanistan.

Interdites en théorie, permises en pratique

Si la règle militaire proscriit le « sexe » en zone de guerre (« *no-touching* » rule), en fait, il n'en est rien. Honnêtement, on voit mal comment il pourrait en être autrement. Au camp Bastion, servent ainsi 8.500 Britanniques dont 700 femmes ! De façon assez pragmatique, sur le terrain, les commandants ferment les yeux. Du moins quand il s'agit de relations entre soldats d'un rang similaire car cela ne compromet pas la qualité opérationnelle. En revanche, s'il y a des relations entre un (ou une) officier et un(e) militaire de rang moins élevé, des sanctions disciplinaires peuvent, en outre, être prononcées, allant jusqu'à l'éviction de l'armée.

N.G.-V.

Hey gorgeous!

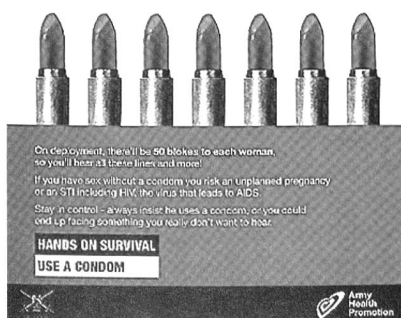
Fancy a drink?

Come here often?

We're made for each other!

Get your coat, you've pulled!

Your test is positive



1 www.soldiermagazine.uk. Cet article est reproduit avec l'aimable autorisation de son auteur. Le texte original se trouve à l'adresse : <http://bruxelles2.over-blog.com/article-nouvel-equipement-de-l-armee-uk-en-afghanistan-le-preservatif-50505944.html>

Nouvelles brèves

Les premiers fruits de la méthode McChrystal

En matière de contre-insurrection, les progrès sont longs à venir. Cela tient à la spécificité de ce type de conflit. Dans une guerre classique, les données sont relativement faciles à comprendre : deux adversaires dotés d'armes conventionnelles s'affrontent et au final, il y a un vainqueur et un vaincu au bout d'une période donnée.

Dans le cas d'une guerre insurrectionnelle, la problématique est nettement plus compliquée, notamment à cause de la nature de l'adversaire, lequel s'appuie sur la population civile pour poursuivre un but politique. D'où la stratégie que le désormais ancien commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), le général McChrystal, a soumise au président Obama l'an passé.



Fort de l'expérience irakienne où ont été appliqués les principes décrits par le colonel français David Galula, le général McChrystal a mis l'accent sur la protection des populations civiles afin de les couper de l'influence des taliban et autres mouvements insurgés. C'est pour cela qu'il a pris des mesures visant à restreindre le recours aux frappes aériennes – ou du moins à en renforcer les conditions d'engagement – afin d'éviter au maximum les dommages collatéraux.

Parallèlement aux actions militaires, une telle stratégie demande des efforts au niveau du développement et de l'aide humanitaire, toujours au profit des civils. Ces derniers doivent en effet sentir qu'ils ont plus à gagner en soutenant le gouvernement « légitime » de Kaboul plutôt que de prêter main forte à l'insurrection.

Lancée depuis décembre 2009, cette stratégie devrait avoir ses premiers effets d'ici à la fin de cette année. Bien que les troupes de la coalition subissent des pertes importantes, il est bien évidemment encore trop tôt pour parler d'échec, comme beaucoup sont tentés de le faire. « La conduite d'une opération de contre-insurrection est comme des montagnes russes. Il y a des revers, de même qu'il y a des zones de progrès et des succès » a rappelé le général Petraeus, la semaine passée, devant les sénateurs américains.

Le dernier rapport du Royal United Services Institute (RUSI) au sujet de l'opération MUSHTARAK illustre les propos de l'officier américain. Lancée en février dernier, cette offensive a concerné le district de Nad-e-Ali pour les troupes britanniques et celui de Marjah, pour l'US Marines Corp, tous les deux situés dans la province du Helmand.

« L'opération MUSHTARAK démontre que dans le sud de l'Afghanistan, l'ISAF pratique ce qu'elle prêche, une approche menée par la politique, une approche visant les populations pour contrer l'insurrection, et qui est généralement bien intégrée avec les forces afghanes » note ce document, rédigé par le professeur Theo Farrell, de l'université King's College. Par ailleurs, et selon le rapport du RUSI, il y a clairement un effet McChrystal, caractérisé par « une vision stratégique claire ».

Ainsi, le document indique que des progrès significatifs ont été obtenus dans le district de Nad-e-Ali, où une administration officielle a pu être mise en place, les services publics se renforcent et la circulation des civils et des forces de sécurité « a été améliorée de façon très importante », les taliban ayant été repoussés à la périphérie de la zone.

Progrès d'un côté, mais difficultés de l'autre, notamment dans le secteur de Marjah. Là, les choses évoluent lentement par rapport à la situation constatée à Nad-e-Ali. La raison tient à ce que ce district était exclusivement contrôlé par les taliban depuis au moins 2008, alors que le secteur dévolu aux forces britanniques avait fait l'objet d'un travail préparatoire.

Source :

http://www.rusi.org/downloads/assets/Appraising_Moshtarak.pdf,
24 juin 2010

Nouvelles brèves

McChrystal limogé

A y regarder de plus près, ce n'est pas le général Stanley McChrystal en personne qui a tenu des propos jugés « déplacés » à l'encontre de l'administration Obama. L'article du magazine *Rolling Stone* qui a mis le feu aux poudres ne reproduit en fait que des paroles prononcées par ses proches collaborateurs, lesquels ont sans doute répété les appréciations négatives de leur supérieur à l'égard de l'exécutif américain. Et visiblement, il ne les a pas désapprouvés devant le journaliste venu faire son portrait.

Officier des forces spéciales, issu d'une famille de militaires, le général McChrystal est coutumier des écarts de ce type. Il faut dire aussi qu'il n'a pas gagné ses étoiles et ses médailles en fréquentant les salons mondains qu'il n'apprécie guère et qu'il tient un langage plutôt « fleuri ». « Quand les talons claquent, la tête se vide » disait le maréchal Lyautey. Cela ne risquait pas d'arriver à McChrystal connu pour « dire tout haut ce que d'autres pensent tout bas ». Et fatalement, il arrive un moment où cette conduite ne passe plus parce que les bornes sont dépassées.

Travailleur acharné doublé d'un ascète (il ne prend qu'un repas par jour), le général McChrystal s'est notamment illustré avec les succès qu'il a obtenus en Irak, avec notamment la capture de Saddam Hussein et l'élimination du chef terroriste Abou Moussab al-Zarkaoui. Et lorsque, en juin 2009, il a fallu trouver un remplaçant au général McKiernan à la tête de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) en Afghanistan, l'option McChrystal est apparue comme étant idéale.

A peine nommé, le général McChrystal a d'abord évalué la situation en Afghanistan pour ensuite élaborer une nouvelle stratégie, laquelle fera l'objet d'un long débat entre les tenants d'une approche contre-insurrectionnelle (COIN), qui a les faveurs du Pentagone et les partisans des actions de contre-terrorisme, tels que le vice-président Joe Biden.

Finalement, en décembre 2009, le président Obama rend son arbitrage en faveur de la stratégie proposée par le général McChrystal, même si ce dernier n'obtient pas la totalité des renforts qu'il avait demandés pour son application. L'approche défendue par le commandant de l'ISAF met alors l'accent sur la protection de la population civile, la reconquête du pays utile et le tenir ainsi que la formation des forces de sécurité afghane avec le concept « d'embedded partnering » (partenariat intégré) avec les troupes de l'OTAN.

Pour autant, il semblerait que, même si le président Obama est allé dans le sens souhaité par le général McChrystal, le débat sur la conduite des opérations en Afghanistan fasse l'objet de dissensions au sein de l'administration américaine. Et cela pourrait expliquer les paroles peu amènes prononcées par les proches collaborateurs de l'officier à l'égard des partisans du contre-terrorisme qui ont été reprises par le magazine *Rolling Stone*.

En clair, le général McChrystal aurait voulu avoir carte blanche qu'il ne se serait pas pris autrement, obligeant ainsi l'occupant du bureau ovale à faire un choix clair et définitif, d'autant plus que s'annonce une offensive de grande ampleur et important pour la suite des événements à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan.

Et le président Obama a tranché, mais sans doute pas dans le sens escompté par l'officier. Après un entretien avec le général McChrystal, il a démis ce dernier de ses fonctions de commandant de l'ISAF, en dépit des soutiens qui se sont manifestés en sa faveur de la part de membres de l'OTAN et du président afghan Hamid Karzaï, lequel entretient des relations



Trois clichés du général McChrystal, durant ses déplacements au front (ci-dessus), remis en place par le Président américain (ci-dessous)...



...et enfin limogé en raison de sa liberté de ton vis-à-vis du gouvernement.



houleuses avec le locataire de la Maison Blanche.

« Aussi difficile que ce soit de perdre le général McChrystal, j'estime que c'est la bonne décision à prendre pour notre sécurité nationale » a ainsi déclaré Barack Obama, le 23 juin, en précisant que sa décision n'est pas due aux « insultes personnelles » mais en raison de « sa conduite », jugée « pas conforme aux critères requis ».

Pour Barack Obama, les propos du général McChrystal ont « érodé la confiance nécessaire pour que notre équipe travaille de concert à parvenir à nos objectifs en Afghanistan ». Le président Obama a par ailleurs rappelé que « le contrôle de l'armée par les civils » est « au cœur de notre système démocratique ».

« J'accepte volontiers un débat dans mon équipe, mais je ne tolérerai pas de division » a-t-il encore insisté, à l'issue d'une conférence portant sur la région Af/Pak. Et cela peut également s'adresser à Joe Biden, au chef de l'administration, Rahm Emanuel et à l'ambassadeur américain en Afghanistan, l'ancien général Karl Eikenberry.

Pour ces derniers, la stratégie de contre-insurrection est vouée à l'échec parce qu'il n'y a pas de gouvernement fiable à Kaboul pour appuyer les efforts de reconstruction civile. A la place, ils proposent le retrait progressif du contingent américain et de mettre l'accent sur des actions ponctuelles contre les responsables terroristes. Sauf que, et l'expérience l'a démontré, cela conduirait inévitablement au retour des taliban au pouvoir, avec tout ce que cela suppose. Cela voudrait dire, *in fine*, que tous les sacrifices consentis jusqu'ici n'auraient servis à rien.

Pour l'instant, le président Obama maintient la ligne annoncée en décembre dernier. Et la désignation du supérieur de McChrystal, le général David Petraeus, l'actuel chef de l'US Centcom, le commandement américain pour le Moyen Orient et l'Asie centrale, à la tête de l'ISAF en est la preuve.

En matière de COIN, le général Petraeus a fait ses preuves. C'est notamment sur la base de ses conseils que les forces américaines ont réussi à réduire considérablement les réseaux d'al-Qaïda en Irak. Et il a également joué un rôle majeur dans la rédaction du nouveau manuel de contre-insurrection de l'armée américaine, lui qui a sorti le penseur français David Galula, le « Clausewitz » de la guerre insurrectionnelle, de l'anonymat.

Cela étant, le général Petraeus est très populaire aux Etats-Unis au point qu'il pourrait nourrir des ambitions politiques. C'est en tout cas ce que craint une partie de l'administration Obama. Sa nomination à la place de son « élève » en matière de contre-insurrection montre que le choix concernant un poste aussi sensible que peut l'être la conduite des opérations en Afghanistan est finalement très réduit.

Cet épisode montre également que les alliés de l'OTAN n'ont pas leur mot à dire au moment de désigner le commandant qui dirigera leurs troupes engagées sur le théâtre afghan, même si le choix du général Petraeus ne remettra pas profondément en cause la stratégie actuellement suivie.

Source : <http://www.opex360.com/2010/06/24/afghanistan-mcchrystal-limoge-le-general-petraeus-le-remplace/> 24 juin 2010

Compte rendu

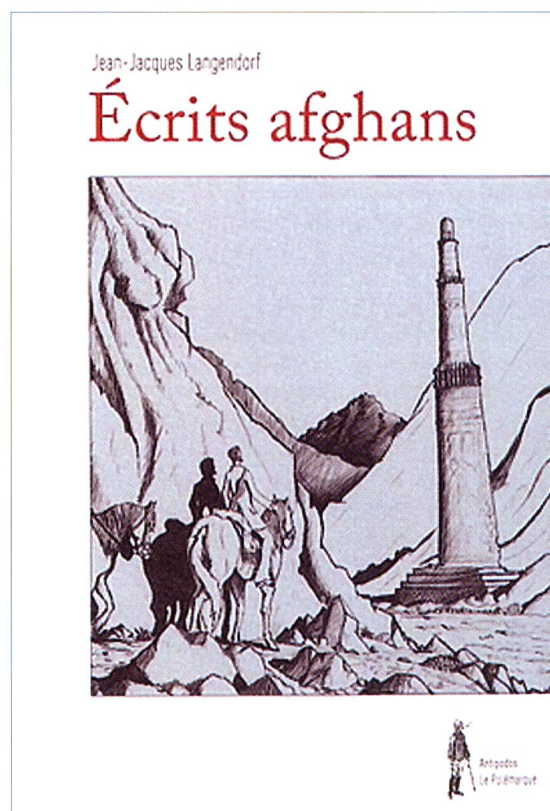
Ecrits afghans

Pour leur première publication, les éditions Le Polémarque présentent *Ecrits afghans* de l'écrivain et historien militaire suisse Jean-Jacques Langendorf.

Ecrits afghans rassemble trois textes devenus introuvables : « But where is the sweet, sweet Elisabetha gone ? », « L'expédition d'Oscar von Niedermayer en Afghanistan », « Un projet russe d'invasion de l'Afghanistan au XIX^e siècle », assortis d'un portrait littéraire et de la bibliographie française exhaustive de l'écrivain.

Auteur d'une dizaine de romans et recueils de nouvelles traduits dans quatre langues, Jean-Jacques Langendorf a aussi publié des ouvrages consacrés à la tactique et à la stratégie, ainsi que plusieurs biographies.

Jean-Jacques Langendorf, *Ecrits afghans*, Antipodos/Le Polémarque, 2010, 88 pages.



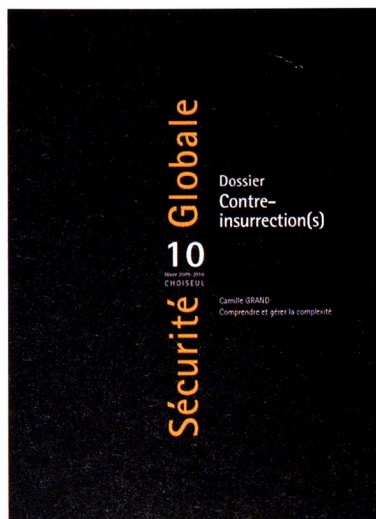
Nouvelles brèves

Les mythes de la contre insurrection (COIN)

Décapant ! Il faut lire de toute urgence « les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army » publié dans le dernier numéro de la revue *Sécurité globale* (Editions Choiseul) C'est une remise en cause radicale de ce qu'on entend sur les stratégies de contre-insurrection des deux côtés de l'Atlantique. Des dents vont grincer. D'autant que l'auteur n'est pas n'importe qui : le colonel Gian P. Gentile est le directeur du département d'histoire militaire de West Point. Il a servi deux fois en Irak (2003 et 2006), à la tête d'un bataillon de cavalerie à Bagdad.

Selon lui, la contre-insurrection (COIN) est liée au *storytelling*, c'est-à-dire à la construction d'un récit à destination des insurgés mais aussi de l'opinion publique de son propre pays. Le colonel Gentile se livre à un travail de déconstruction de ce qu'il nomme des « mythes ».

« Ce récit est élaboré afin de façonner et de manipuler la perception qu'à l'opinion publique de ces campagnes » avance-t-il. Ainsi la fameuse « conquête des coeurs et des esprits » de Lyautey au Maroc est un récit construit à destination de l'opinion française, alors réticente à la conquête coloniale. La pratique sur le terrain, comme l'a montré l'historien Douglas Porch, utilisait des méthodes plus classiques de « razzias »... Même chose pour les opérations britanniques en Malaisie ou américaines au Vietnam : des publications historiques récentes remettent en cause les discours convenus sur l'efficacité des méthodes de COIN. L'auteur parle « d'interprétations historiques biaisées » ajoutant que « ce mythe a été élaboré et soutenu par des individus qui ont intérêt à ce qu'il se maintienne tel quel. »



Le colonel Gentile pense que « la mythologie de la guerre d'Irak s'enracine dans celle du Vietnam. » On pourrait en dire tout autant pour l'armée française d'aujourd'hui : la mythologie de sa guerre d'Afghanistan s'enracine dans sa guerre d'Algérie...

L'auteur s'attaque aux nombreux livres publiés récemment sur la guerre d'Irak (comme de l'Afghanistan), dans lesquels il voit une « mythification du surge de 2007 » conduit par le général Petraeus. Les récits de guerre seraient, comme on disait en cours de lettres, un éternel palimpseste - une réécriture de récits précédents. Les descriptions du « surge »

et de la « guerre au milieu des populations » seraient « simplistes, » « stéréotypées, » « fantaisistes, » passant à côté de l'essentiel - c'est-à-dire « les rétributions financières accordées par les forces américaines aux anciens groupes rebelles. »

Le colonel Gentile rappelle quelques évidences : « le combat est l'essence même de la guerre » où « l'initiative est tout. » Il regrette qu'il soit « désormais plus important pour l'armée de terre d'apprendre et de s'adapter que d'être capable de combattre. » Et de constater, « ironiquement » que « le mythe de la contre-insurrection (qui) postule la nécessité de la créativité, de l'adaptabilité (...) ne fait que refléter de manière tragique à quel point l'armée américaine est devenue bornée et s'est claquemurée en traçant le sillon de la nouvelle voie de la contre-insurrection. » Qui se risquerait à parier que l'armée française ne court pas le même risque ?

Source :

<http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/2010/02/pour-en-finir-avec-les-dogmes-de-la-contreinsurrection.html> (23.02.2010)

Le colonel Gentile et la doctrine COIN

Le colonel Gian P. Gentile de l'US Army s'est fait connaître par ses vives critiques contre les doctrines de contre-insurrection (COIN). Une voix rare dans un univers dominé par le consensus en faveur de cette nouvelle idéologie militaire, très influente en France.



Mon colonel, vous êtes aujourd'hui le principal opposant à la nouvelle idéologie militaire de contre-insurrection (COIN). Quel est votre parcours personnel, militaire et universitaire ?

J'ai grandi dans le nord de la Californie et j'ai fréquenté l'Université de Californie à Berkeley, avec une spécialité en histoire. Je suis devenu sous-lieutenant dans l'US Army grâce

au programme ROTC (Reserve Officers Training Corps). J'ai passé les vingt-quatre dernières années dans l'armée, surtout sur le terrain, mais avec des passages dans l'enseignement de l'histoire à West Point. J'ai suivi des études supérieures à Stanford (Barton Bernstein) et consacré ma thèse de doctorat aux bombardements stratégiques durant la seconde guerre mondiale. Au début des années 90, j'ai commandé une compagnie de chars en Corée du Sud et occupé d'autres postes. Je suis allé en Irak à deux reprises : en 2003, comme officier des opérations d'une brigade de combat à Tikrit, puis à la tête d'un escadron de cavalerie à Bagdad ouest, en 2006. Depuis l'été 2007, je suis à West Point, l'école d'officiers de l'US Army, où je dirige le programme d'histoire militaire. L'an prochain, je partirai en congé sabbatique au Council on Foreign Relations, à New York, pour travailler sur un livre consacré au Vietnam et à l'Irak.

Vous êtes officier d'active, vous enseignez dans une grande école militaire et vous critiquez très vivement la doctrine officielle. On a du mal à imaginer que ce soit possible...

Dans l'armée américaine, ça l'est. C'est un point très important pour les organisations militaires que de trouver l'équilibre entre la critique interne et ouverte et la discipline. Au cours des trois dernières années, j'ai critiqué, par oral et par écrit, la doctrine de COIN et l'incapacité de l'armée à en faire une stratégie. Pas une seule fois, je n'ai été censuré ou l'on m'a dit de me taire. Alors que je suis en désaccord avec beaucoup de choses dans l'armée américaine d'aujourd'hui, je suis très fier du fait qu'elle puisse accueillir des voix dissidentes. Pour une institution, il s'agit d'une forme d'apprentissage et d'adaptation. J'enseigne à West Point comme professeur d'histoire, dans un environnement intellectuel où la liberté académique est farouchement protégée par la chaîne de commandement militaire et civil.

Venons-en à la contre-insurrection. Quelle est votre principal argument contre elle ?

Qu'il n'a pas été prouvé que cela marche, quand elle est mise en œuvre par une armée étrangère d'occupation. Les cas habituels, si souvent rabâchés, sont basés sur des données historiques erronées, comme les Britanniques en Malaisie et les États-Unis au Vietnam, avec le général Abrams. Cela ne signifie pas que, par principe, la COIN ne peut pas marcher, mais que l'histoire montre seulement que cela n'a pas été le cas.

La pratique actuelle suggère le caractère hautement problématique de son efficacité. La COIN à l'américaine est d'être fondée sur une hypothèse douteuse, selon laquelle on peut s'établir un lien de cause à effet. Ainsi, l'hypothèse, jamais vraiment examinée, selon laquelle le fait pour une armée d'occupation, comme celle des États-Unis en Afghanistan, de fournir certains services, de vivre parmi la population, d'être gentil avec elle en créant des liens, que tout cela permettra de rallier les populations locales à nos côtés et à ceux du gouvernement afghan, puis d'isoler les insurgés de la population, afin qu'on puisse les capturer ou les tuer. Cette théorie n'a jamais fonctionné dans la réalité. Il s'agit d'une croyance fondée plus sur la foi que sur des preuves tangibles. La COIN est devenue une croyance quasi-religieuse dans les cercles militaires et ceux de la défense.

Mais d'où vient alors le succès de cette doctrine ?

Si vous voulez dire par « succès », le fait que tant de gens s'y soient ralliés, c'est à cause de sa simplicité. Elle offre une explication simple - un rapport de cause à effet. Les gens y croient parce que cette doctrine dit : si vous faites les choses correctement, avec un bon équilibre, les bons procédés, les bons généraux et suffisamment de troupes, vous obtiendrez la victoire.

Il y a aussi le poids des experts civils et universitaires. Auparavant, lorsque la guerre débutait, ces experts se trouvaient exclus des opérations, alors que désormais ils sont un élément clé des aspects opérationnels de la COIN. Beaucoup de ces experts civils sont issus des sciences sociales et ils en sont venus à croire, selon les termes de John Nagl [théoricien de la COIN] que la force militaire peut « changer la société tout entière. »

Au sein de l'armée américaine, la COIN a « pris » parce que l'armée qui est sortie de la guerre du Vietnam était formée et entraînée à se concentrer sur la tactique et les opérations. De manière ironique, la COIN est devenue l'*Airland Battle* [doctrine des années 80] du nouveau millénaire, parce qu'elle enferme l'armée dans le monde étroit de la tactique et de l'opératif, à l'exclusion de la stratégie et de la politique. L'armée américaine d'aujourd'hui a perdu sa capacité à penser la stratégie.

Que pensez-vous des grands ancêtres français, comme Gallieni, Lyautey ou Galula ?

Gallieni et Lyautey étaient sans conteste des généraux de premier ordre. Gallieni avec ses opérations innovantes en Indochine et à Madagascar et ensuite sa superbe performance dans la défense de Paris en 1914. Lyautey également, avec les outils à sa disposition, a été un impressionnant général au plan colonial.

Selon moi, Galula est très surévalué. Certes, il a écrit un livre utile pour un public américain sur les techniques de contre-guérilla maoïste du début des années 60. Mais c'était un opportuniste qui a cherché à vendre une théorie de COIN à une armée américaine très demandeuse à cause de la guerre du Vietnam qui arrivait. En aucune façon, il n'était un intellectuel de longue haleine qui aurait étudié la guerre, comme Clausewitz ou Callwell. Malheureusement son livre *Counterinsurgency Warfare* s'est imposé dans une autre armée américaine à la recherche d'une solution magique pour réussir en Irak, grâce à une meilleure tactique, en 2006. Il est devenu une sorte de « code secret » qui, lorsqu'on le lit, donnerait, au travers l'histoire, les clés des campagnes actuelles de contre-insurrection en Afghanistan et en Irak.

Pourtant la contre-insurrection semble avoir fonctionné en Irak, au travers du « surge » du général Petraeus ?

Ce sont d'autres choses qui ont permis de réduire le niveau de violence à la fin de l'été 2007. L'idée selon laquelle l'armée américaine aurait changé ses pratiques, en adoptant la COIN, dès que le général Petraeus a pris son commandement est absurde. Dans des missions de contrôle de zone, les armées ne fonctionnent pas de cette manière. Le mouvement « Anbar Awakening » [ralliement de tribus sunnites menacées par Al Qaida] et le soudoiment de nos anciens ennemis sunnites pour qu'ils s'allient avec nous et nous aident à combattre Al

Qaida, ainsi que la séparation des chiites et sunnites dans des quartiers différents à Bagdad en 2006, tout comme l'affaiblissement de la milice chiite, sont les conditions qui ont permis de réduire la violence.

Certes, les brigades arrivées dans le cadre du « *surge* » ont joué un rôle important, mais pas parce qu'elles auraient fait du Galula dans les rues de Bagdad. Leur rôle a été important, avec leurs superbes actions tactiques pour réduire Al Qaida. Mais sans le renseignement humain, obtenu grâce au ralliement de nos nouveaux alliés sunnites, ces brigades supplémentaires n'auraient rien apporté de plus.

Que faire aujourd'hui ?

Sun Tzu a dit que « la stratégie sans la tactique était un lent cheminement vers la victoire » et que « la tactique sans la stratégie était du bruit avant la défaite ». Les militaires américains doivent faire de la stratégie.

Et les Français ?

Qu'ils lisent plus Clausewitz et Callwell et moins Galula et Lawrence.

Source :

<http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/2010/06/gentile.html> (12.06.2010)



Scènes des opérations de stabilisation en Irak.
Photos © US Army

